



Entretien avec l'unité de la Police de Londres spécialisée dans la lutte contre la contrefaçon sur internet (PIPCU) du 26 janvier 2017

Le 26 janvier 2017, le CNAC¹ a rencontré l'unité de la Police de Londres spécialisée dans la lutte contre la contrefaçon sur internet – the Police Intellectual Property Crime Unit (PIPCU)².

Rappel : les pratiques de PIPCU sont mises en œuvre dans un cadre législatif et juridique national particulier.

Synthèse de l'échange :

- la coopération entre PIPCU, les fédérations du secteur privé et Nominet, registre internet des noms de domaine en « .uk » est étroite : rôle de l'officier de liaison avec l'industrie, emploi de salariés du secteur privé à temps partiel (programme de détachement), etc. ;
- les actions mises en œuvre par PIPCU ne sont pas soumises à l'autorisation du juge ;
- les campagnes de communication/sensibilisation de PIPCU sont réussies (choix des sujets, relais médiatique important, etc.) ;
- plus de 6000 noms de domaine « .uk » de sites de vente de biens physiques contrefaisants ont été saisis depuis le lancement de l'opération « Ashiko » en octobre 2013 ;
- le nombre de publicités placées sur des sites contrefaisant la propriété littéraire et artistique a baissé de 73% entre 2013 et 2015 dans le cadre de l'opération « Creative », à laquelle s'est associée l'industrie des jeux d'argent en ligne en 2015 ;
- l'« *Infringing Website List* » est un portail en ligne contenant la liste actualisée des sites internet portant atteinte aux droits de propriété littéraire et artistique ;
- 18 000 noms de domaine « .uk » ont été supprimés par PIPCU depuis 2013 ;
- la prochaine opération menée par PIPCU consistera à geler les comptes bancaires et à saisir les avoirs financiers de contrefacteurs.

¹ cf. composition de la délégation en annexe.

² cf. [site internet de PIPCU](#).

1. Organisation de PIPCU

Créée en 2013, PIPCU appartient à la direction de la lutte contre la criminalité économique.

• Direction de la lutte contre la criminalité économique

La direction de la lutte contre la criminalité économique est responsable au niveau national, en Angleterre et au Pays de Galles, de toutes les fraudes en lien avec la criminalité économique, à l'exception du terrorisme (compétence de la Metropolitan Police Service).

Elle est composée des unités spécialisées suivantes :

- lutte contre la contrefaçon (PIPCU),
- lutte contre la corruption,
- lutte contre la fraude aux assurances,
- lutte contre la fraude bancaire,
- renseignement sur les fraudes.

• Financement

L'activité de ces unités de la Police de Londres est financée par les acteurs des secteurs concernés : par exemple, l'Intellectual Property Office finance PIPCU (montant supérieur à £5M sur la période 2013-2017), le système des assurances et les banques financent les unités spécialisées dans ces deux secteurs.

Cependant, aucune interférence des financeurs sur les enquêtes menées n'est acceptée.

• Composition de PIPCU

PIPCU est composée de 19 agents aux profils variés :

- des officiers de police,
- des enquêteurs civils,
- des chercheurs,
- des analystes,
- des spécialistes en communication / médias,
- un officier de liaison avec l'industrie,
- des personnels détachés à temps partiel issus de secteurs industriels et de Nominet, registre internet des noms de domaine en « .uk ».

Coopération avec le secteur privé : le programme de détachement

A défaut de recevoir des moyens financiers supplémentaires de la part du gouvernement, PIPCU emploie des experts sectoriels à temps partiel fournis par des acteurs du secteur privé (ex : Skytelevision, BPI (industrie de la musique)).

Ces experts ne sont pas membres du personnel de la police.

Ils sont recrutés en fonction du profil demandé par PIPCU.

Leur mission est à durée variable : pour un seul cas ou pour une durée indéterminée.

Le rôle de l'officier de liaison avec l'industrie est ici primordial.

Ce partenariat est formalisé par la signature d'un *Memorandum of Understanding* (MoU).

Le juriste de PIPCU a eu des difficultés à rédiger le MoU, afin de prendre en compte le respect de la confidentialité et l'indépendance de la police dans les opérations notamment.

2. Activité et moyens d'action de PIPCU

A noter : les titulaires de droits peuvent en parallèle contacter PIPCU et aller en justice.

• **Champ de compétence de PIPCU**

Le champ de compétence de PIPCU porte sur la vente sur internet d'articles contrefaisant des biens physiques et sur tous les contenus numériques piratés/contrefaisants.

Cependant PIPCU n'est pas compétente en matière de :

- brevets,
- dessins et modèles,
- produits de santé,
- produits alimentaires et boissons,
- cigarettes et produits du tabac (compétence de la douane).

Une attention particulière a été récemment portée sur les secteurs de la mode et du numérique. PIPCU souhaite élargir ce périmètre lors de ses prochaines actions.

• **Pouvoirs de PIPCU**

PIPCU enquête, interrompt et empêche des activités de contrefaçon, en exécutant des mandats d'arrêt, en arrêtant des suspects et en saisissant des biens.

Selon un avis juridique, PIPCU peut arrêter un vendeur de contrefaçons à la suite de l'envoi d'une lettre rappelant la réglementation.

Selon PIPCU, les avantages de ce moyen d'action sont que :

- aucune autorisation du juge n'est nécessaire ;
- il est peu coûteux.

• **Fondements législatifs**

PIPCU agit sur fondement des lois suivantes :

- the Trademark Act,
- the Copyright, Designs and Patents Act,
- the Fraud Act (utilisation simple et utile dans de nombreux cas),
- the Money Laundering Offences – Proceeds Of Crime Act 2002, Part 7 (vol d'argent, *etc.*),
- the Conspiracy Law (cas concernant deux suspects ou plus).

• **Sensibilisation des acteurs de la Justice**

PIPCU a mené un travail de sensibilisation auprès des procureurs et des juges, notamment en montrant le lien entre la vente de contrefaçon et la criminalité organisée (trafic de drogue, *etc.*).

Les effets de ce travail de sensibilisation ont été remarqués en décembre 2016, lorsqu'un vendeur de contrefaçon a été condamné à une peine de quatre ans de prison.

• **Opérations et actions de communication menées depuis 2013**

En tant qu'unité à compétence nationale, PIPCU a créé une plate-forme spécifique aux atteintes aux DPI afin de recevoir les remontées d'information (rapport et preuves) des agents de police de tout le pays.

En moyenne, 80 à 90% des cas traités concernent les noms de domaine et 10 à 20% des cas traités donnent lieu à des poursuites.

PIPCU mène chaque année 30 à 40 investigations criminelles à l'échelle nationale.

Sur onze vendeurs (particuliers) de contrefaçon sur internet, neuf ont été arrêtés, un est actuellement arrêté et un sera arrêté prochainement.

PIPCU agit et construit sa communication en fonction des attentes du public, afin d'accroître la couverture médiatique et la sensibilisation des consommateurs : campagne de communication sur les produits de beauté ; communication sur la saisie d'« *airbags* » contrefaisants contenant des explosifs (vendus par des garagistes au lieu d'être vendus sur Ebay), *etc.*

Deux opérations sont menées à grande échelle depuis 2013, en coopération avec les titulaires de droits, les fédérations et le registre internet Nominet :

✓ *Opération « Ashiko » :*

- PIPCU saisit les noms de domaine « .uk » de sites de vente de biens physiques contrefaisants sans autorisation du juge ;
- plus de 6000 noms de domaine ont été saisis depuis le lancement de l'opération en octobre 2013 ;

✓ *Opération « Creative » :*

- PIPCU évalue et vérifie les notifications, transmises par les titulaires de droits, de sites internet « .uk » portant atteinte aux droits de propriété littéraire et artistique ;
- lorsque l'atteinte est confirmée, PIPCU demande aux titulaires des sites internet d'arrêter les atteintes ;
- en cas de refus, PIPCU peut mener différentes actions :
 - demander au registre internet Nominet de suspendre le site internet en « .uk » ;
 - ajouter ces sites internet à la liste des sites internet portant atteinte aux droits de propriété littéraire et artistique (« *Infringing Website List* » (IWL)), en vue de remplacer les publicités sur ces sites internet et de couper les revenus tirés de la publicité des contrefacteurs ;
- grâce au logiciel de gestion des publicités Pathmatics (« *AdRoutes software* »), PIPCU peut contrôler quelles publicités sont affichées sur les sites internet surveillés, leur fréquence de diffusion, et les diffuseurs et intermédiaires responsables ;
- le nombre de publicités placées sur des sites illégaux a baissé de 73% entre 2013 et 2015 ;
- en 2015, l'industrie des jeux d'argent en ligne s'est associée à l'opération « *Creative* » ; cette coopération a entraîné une baisse de 36% du nombre de publicités de jeux d'argent placées sur des sites illégaux entre mars et juin 2015.

L'« *Infringing Website List* » (IWL)

L'IWL, première liste de ce type, est un portail en ligne contenant la liste actualisée des sites internet portant atteinte aux droits de propriété littéraire et artistique, identifiés par les titulaires de droits et vérifiés par PIPCU.

Cette liste est accessible uniquement aux partenaires de l'opération « *Creative* » et aux intermédiaires de la publicité sur internet, en vue de faire cesser la publicité sur les sites illégaux et de couper les revenus tirés de la publicité des contrefacteurs.

• **Action menée sur les noms de domaine**

18 000 noms de domaine « .uk » ont été supprimés par PIPCU depuis 2013.

La coopération avec Nominet, le registre internet des noms de domaine en « .uk », est efficace, notamment grâce à la présence à temps partiel d'un salarié de Nominet au sein de PIPCU.

• **Prochaine opération : bloquer les moyens de paiement des contrefacteurs**

La prochaine opération menée par PIPCU consistera à geler les comptes bancaires et à saisir les avoirs financiers des contrefacteurs.

Les contrefacteurs présumés seront arrêtés s'ils sont sur le territoire britannique (en particulier à la frontière lors de leur entrée sur le territoire). PIPCU a constaté que ces personnes viennent régulièrement à Londres pour affaires ou pour loisirs.

PIPCU placera les contrefacteurs présumés en garde à vue, aussi longtemps que possible, d'autant plus si des liens avec la criminalité organisée sont prouvés. PIPCU analysera leurs avoirs financiers durant la garde à vue.

La présentation des contrefacteurs présumés devant un juge n'est pas requise.

Annexe

Composition des délégations

- **Délégation française :**

- Sénateur Richard Yung – Président du CNAC
- Vincent Toinel – Collaborateur du Sénateur Yung
- Adjudant-chef Jérôme Briard – Responsable de l'unité de coordination nationale anti-contrefaçon de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), ministère de l'Intérieur
- Stephanie Leguay – Coordinatrice du CNAC / Institut national de la propriété industrielle (INPI)
- Angélique Monneraye – Chargée de mission Lutte contre la contrefaçon à la direction générale des entreprises (DGE), ministère de l'Economie et des Finances ; Co-présidente du groupe de travail « Cybercontrefaçon » du CNAC

- **Délégation anglaise :**

- Detective Chief Inspector Peter Ratcliffe – PICPU, Police of London
- Detective Inspector Michael Dodge – PIPCU, Police of London
- Detective Superintendent Glenn Maleary – Economic Crime Directorate, Police of London